

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 05/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DENAIN LOGISTIQUE

ZAC Les Pierres Blanches
59220 Denain

Références : 2025-V1-289
Code AIOT : 0007002482

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2025 dans l'établissement DENAIN LOGISTIQUE implanté Z.I. Les Pierres Blanches Rue Louis Petit 59220 Denain. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DENAIN LOGISTIQUE
- Z.I. Les Pierres Blanches Rue Louis Petit 59220 Denain
- Code AIOT : 0007002482
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DENAIN LOGISTIQUE SARL est une entreprise dont les activités principales sont le

stockage et le conditionnement d'engrais ainsi que l'entreposage de moyenne durée ou de faible rotation de céréales.

Le dépôt d'engrais et le silo plat de stockage de céréales sont implantés à proximité des échangeurs routiers A2 et RN455/A21 et du canal de l'Escaut.

Les activités de DENAIN LOGISTIQUE SARL sont autorisées par arrêté préfectoral du 20 février 2013 complété le 6 mars 2020.

Entreprise familiale depuis sa création, la société DENAIN LOGISTIQUE SARL a été rachetée à la fin de l'année 2017 par le groupe coopératif agricole et viticole Acolyance devenu aujourd'hui CERESIA.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Porter à connaissance	AP de Mise en Demeure du 04/12/2023, article 1	Levée de mise en demeure
2	Moyens de lutte contre l'incendie	AP de Mise en Demeure du 04/12/2023, article 2	Levée de mise en demeure
3	Installations électriques	AP de Mise en Demeure du 04/12/2023, article 3	Levée de mise en demeure
4	Rétention et confinement	AP de Mise en Demeure du 04/12/2023, article 4	Levée de mise en demeure
5	Surveillance de l'installation	AP de Mise en Demeure du 04/12/2023, article 5	Levée de mise en demeure
6	Enregistrement de suivi en continu des engrais	AP de Mise en Demeure du 04/12/2023, article 8.2.3.4	Levée de mise en demeure
7	Détection automatique	AP de Mise en Demeure du 04/12/2023, article 7	Levée de mise en demeure
8	Ensachage et palettisation	AP de Mise en Demeure du 04/12/2023, article 8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 04/12/2023 sont respectées. **Cet arrêté préfectoral de mise en demeure du 04/12/2023 est à abroger.**

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Porter à connaissance

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/12/2023, article 1
Thème(s) : Situation administrative, modifications
Prescription contrôlée :

Article 1 : La société DENAIN LOGISTIQUE, autorisée à exploiter des installations de stockage de céréales en silos et des stockages d'engrais, rue Louis Petit - Z.I les Pierres Blanches sur la commune de Denain (59220), est mise en demeure de respecter, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 1.5.1 de l'arrêté préfectoral du 20 février 2013 en :

- déposant au préfet un dossier de porter à connaissance des modifications réalisées et en cours de ses installations, avec tous les éléments d'appréciation.

Article 1.5.1 de l'arrêté préfectoral du 20/02/2013 :

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Constats :

Par courrier du 25/11/2022, l'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance relatif aux modifications réalisées sur son site.

Au regard des éléments de ce dossier, il s'avère que :

- le site reste soumis au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 4702-III (stockage d'engrais ci-après désigné "engrais classés" dans le rapport) sans modification de la capacité de stockage initialement autorisée. Le site passe du régime de l'enregistrement au régime de la déclaration au titre de la rubrique 2517 (station de transit de produit minéraux pour une surface de 8510 m²). Le site devient non classé au titre de la rubrique 2160.1 (stockage de céréales < 5000 m³) ;
- les modifications ne sont pas de nature à engendrer des impacts et des dangers nouveaux ou supplémentaires.

Les modifications réalisées ne sont pas donc pas considérées comme substantielles et ne nécessitent pas une nouvelle autorisation. L'inspection proposera ultérieurement un arrêté préfectoral complémentaire visant à actualiser les rubriques de classement ICPE du site.

Les constats permettent de conclure que les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 04/12/2023 sont respectées.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/12/2023, article 2

Thème(s) : Risques accidentels, incendie

Prescription contrôlée :

Article 2- La société DENAIN LOGISTIQUE, autorisée à exploiter des installations de stockage de céréales en silos et des stockages d'engrais, rue Louis Petit - Z.I les Pierres Blanches sur la commune de Denain (59220), est mise en demeure de respecter, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 7.2.4 de l'arrêté préfectoral du 20 février 2013 en :

- disposant d'un plan des locaux destiné à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours qui recense tous les dangers de chaque local ;
- disposant d'un système de détection dont l'état permet de garantir le déclenchement du dispositif d'alerte et une action 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 ;
- contrôlant l'état et le débit des 2 bouches incendies situées à proximité de l'établissement.

Article 7.2.4 de l'arrêté préfectoral du 20/02/2013 :

L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. L'établissement est doté notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- d'un dispositif d'alerte audible de tout point des bâtiments (alarme sonore, télésurveillance par exemple) déclenché par le système de détection défini à l'article 8.2.6.5. du présent arrêté. Ce dispositif doit permettre une action 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ;
- d'un volume d'eau pour la défense incendie d'au moins 240 m³ utilisable en deux heures et disponible à une distance inférieure à 100 mètres ; cette défense incendie est assurée par une bouche incendie d'un débit de 126 m³/h et deux aires d'aspiration dans le canal de l'Escaut ; les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils ; l'exploitant est en mesure de justifier la disponibilité effective des débits d'eau ; l'exploitant s'assure que le site dispose d'un débit d'eau suffisant, régulier et disponible à tout moment afin de combattre efficacement un sinistre ; le débit d'eau est défini de sorte à lutter contre un sinistre survenant dans la case de stockage d'engrais ou dans l'ilot de plus grande contenance ou ayant les conséquences les plus pénalisantes ; Le réseau d'alimentation en eau est maillé afin de permettre une égale répartition des débits ; [.]
- d'extincteurs (extincteurs à poudre sur roues, extincteurs à eau pulvérisée de 6 litres à raison d'un appareil pour 200 m² de plancher complété par des extincteurs appropriés à des risques particuliers) répartis sur le site et notamment à l'intérieur du bâtiment de stockage d'engrais, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.

A proximité des aires de chargement et de déchargement extérieures aux stockages d'engrais, des aires de stationnement des engins de manutention, l'exploitant dispose :

- d'au moins un extincteur sur roue de grande capacité (50 kg) ;
- de pelles et de réserves de sable meuble et sec de 100 litres minimum.

Tous les matériels concourant à la lutte contre un sinistre sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. [.]

Constats :

Par courrier du 25/11/2022, l'exploitant a transmis un plan du site destiné à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours qui recense tous les dangers de chaque local.

Par courrier du 21/12/2023, l'exploitant a précisé que le système de détection incendie au niveau des cases de stockage des engrais classés a été remplacé en mars 2023 et permet un déclenchement et une alerte 24h/24 et 7j/7. L'alarme est directement reportée sur 3 téléphones portables dont celui du directeur du site. L'exploitant a transmis les justificatifs correspondants (facture, caractéristiques du système de détection, plan d'implantation et PV de réception).

Lors de l'inspection, le dernier rapport de contrôle du système de détection incendie du 10/12/2024 a été consulté, il fait état d'un dysfonctionnement du report d'alarme (déclenchement intempestif). Des interventions pour dépannage du dispositif ont été réalisées les 07/03 et 15/04/2025. Les rapports correspondants ont été présentés. Les interventions n'ont toutefois pas permis une remise en état du dispositif. L'exploitant a précisé avoir commandé les pièces de rechanges. Le bon de commande du 15/04/2025 a été présenté.

En séance, l'exploitant précise que les caméras sont actives et visionnables à distance. La visite des installations a permis de constater le bon fonctionnement des caméras.

Il précise également qu'il a mis en place, en dehors des heures d'exploitation et le week-end, des rondes de surveillance par une société spécialisée. Des rapports des rondes de surveillance sont consultés par sondage.

Par courriel du 06/05/2025, l'exploitant a transmis le rapport de dépannage de la détection incendie des cases de stockage des engrais classés du 05/05/2025 qui indique que le système est en bon état de fonctionnement.

Par courrier du 21/12/2023, l'exploitant a précisé que les 2 bouches incendie ont été vérifiées le 15/06/2023. Le rapport de contrôle annexé à son courrier permet de justifier la disponibilité des débits requis.

Lors de la visite, il a été demandé à l'exploitant de fournir le rapport du contrôle annuel 2024 des 2 bouches incendie.

Les bouches incendie étant sur la voie publique, l'exploitant a précisé avoir sollicité le service gestionnaire de ces derniers mais ne pas avoir eu de retour malgré des relances. Les courriels justifiant les propos ont été présentés.

Par courriel du 16/05/2025, l'exploitant a transmis un rapport de contrôle des bouches incendie réalisé par la société LST le 16/05/2025. Le rapport de contrôle permet de justifier la disponibilité des débits requis.

Les constats permettent de conclure que les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 04/12/2023 sont respectées.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/12/2023, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 3 :</u> La société DENAIN LOGISTIQUE, autorisée à exploiter des installations de stockage de céréales en silos et des stockages d'engrais, rue Louis Petit - Z.I les Pierres Blanches sur la commune de Denain (59220), est mise en demeure de respecter, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 7.3.2 de l'arrêté préfectoral du 20 février 2013 en :</p> <ul style="list-style-type: none"> • entretenant ses installations électriques de manière à les rendre conformes aux règles en vigueur. <p><u>Article 7.3.2 de l'arrêté préfectoral du 20/02/2013 :</u> <i>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. [.]</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, il a été demandé à l'exploitant de fournir le rapport du contrôle annuel 2024 des installations électriques.</p> <p>Les rapports suivants ont été remis à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - rapport de vérification périodique du 16/07/2024 réalisé par DEKRA. Le rapport fait état de 6 non-conformités sur des installations basse tension. Les travaux de mise en conformité ont été réalisés par la société JOLY Industrie les 22 et 23/04/2025. Le justificatif correspondant a été présenté à l'inspection ; - rapport de vérification au titre de la réglementation ICPE du 16/07/2024 réalisé par DEKRA. Le rapport fait état d'aucune observation ; - rapport de vérification périodique visuelle des installations intérieures et extérieurs de protection foudre du 07/04/2025 réalisé par DEKRA. Le rapport fait état d'aucune observation. <p>Les constats permettent de conclure que les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 04/12/2023 sont respectées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Rétention et confinement

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/12/2023, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, rétention
Prescription contrôlée : <u>Article 4 :</u> La société DENAIN LOGISTIQUE, autorisée à exploiter des installations de stockage de céréales en silos et des stockages d'engrais, rue Louis Petit - Z.I les Pierres Blanches sur la commune de Denain (59220), est mise en demeure de respecter, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 7.4.1 de l'arrêté préfectoral du 20 février 2013 en : <ul style="list-style-type: none">• entreposant tous les liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sur des dispositifs de rétention adaptés. <u>Article 7.4.1 de l'arrêté préfectoral du 20/02/2013 :</u> <i>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. [.]</i>
Constats : La visite des installations a permis de constater que les liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sont stockés sur des dispositifs de rétention adaptés, notamment au droit de l'atelier de maintenance du site. Les constats permettent de conclure que les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 04/12/2023 sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, surveillance
Prescription contrôlée : <u>Article 5 :</u> La société DENAIN LOGISTIQUE, autorisée à exploiter des installations de stockage de céréales en silos et des stockages d'engrais, rue Louis Petit - Z.I les Pierres Blanches sur la commune de Denain (59220), est mise en demeure de respecter, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté les dispositions de l'article 7.5.1 de l'arrêté préfectoral du 20 février 2013 en : <ul style="list-style-type: none">• mettant en place un plan de formation du personnel qui permettent de s'assurer que l'ensemble du personnel a reçu une formation spécifique aux risques particuliers liés à

l'activité de l'établissement, notamment le personnel intérimaire ou saisonnier, et qui définit les modalités de renouvellement des formations.

Article 7.5.1 de l'arrêt é préfectoral du 20/02/2013 :

L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et spécialement formées aux caractéristiques des installations (silos, engrais dont les risques de détonation et de décomposition) et aux questions de sécurité relatives aux dangers.

L'ensemble du personnel est formé à l'application des consignes de sécurité et des procédures d'exploitation ainsi qu'aux mesures de premières interventions en cas d'incident ou accident.

Le personnel intérimaire ou saisonnier reçoit une sensibilisation adaptée aux risques.

Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. La formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.

[.]

Constats :

Par courrier du 21/12/2023, l'exploitant a transmis un plan de formation actualisé de son personnel. Celui-ci permet de justifier des formations suivies par le personnel. L'ensemble du personnel technique a reçu une formation sur les dépôts d'engrais solides en 2023. Le plan de formation précise que cette formation doit faire l'objet d'un recyclage annuel.

Lors de la visite, il a été demandé à l'exploitant de fournir le plan de formation actualisé. Les éléments de celui-ci permettent de justifier que le personnel a suivi le recyclage susvisé en 2024 et en 2025.

Les constats permettent de conclure que les dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 04/12/2023 sont respectées.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 6 : Enregistrement de suivi en continu des engrais

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/12/2023, article 8.2.3.4

Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des stocks

Prescription contrôlée :

Article 6 : La société DENAIN LOGISTIQUE, autorisée à exploiter des installations de stockage de céréales en silos et des stockages d'engrais, rue Louis Petit - Z.I les Pierres Blanches sur la commune de Denain (59220), est mise en demeure de respecter, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 8.2.3.4 de l'arrêté préfectoral du 20 février 2013 en :

- disposant d'un état des stocks d'engrais complet et détaillé du site, qui permette d'identifier les emplacements précis des engrais sur le site, les quantités présentes et les caractéristiques de chaque engrais. Les informations des registres et du plan de l'état des stocks doivent être cohérentes (n° des cases ou emplacement et dénomination des engrais) ;

Article 8.2.3.4 de l'arrêt é préfectoral du 20/02/2013 :

L'exploitant tient à jour un état des engrais stockés et des flux. Cet état, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, permet de fournir sur sa demande pour un produit présent à un moment donné : - immédiatement les caractéristiques des engrais stockés sur le site (fournisseur, type d'engrais), les dates d'arrivée, les quantités présentes et leur emplacement précis sur le site ; - sous vingt-quatre heures, le(s) fabricant(s) des engrais stockés sur le site, la liste des clients, leurs coordonnées et les quantités livrées ; - sous quarante-huit heures ouvrables, les coordonnées des transporteurs. L'exploitant tient à jour un état des opérations réalisées au niveau des installations (bâchage, nettoyage notamment) ainsi qu'un enregistrement des incidents survenus.

Les informations concernant le type d'engrais, les quantités présentes sur le site et leur emplacement précis sont tenues en permanence à la disposition des services d'incendie et de secours, même en cas de situation dégradée (accident, absence d'alimentation électrique par exemple) et sont facilement accessibles.

Constats :

Par courrier du 22/11/2022, l'exploitant a précisé qu'un état des stocks et le plan de stockage sont mis chaque fin de journée dans une boîte aux lettres à l'extérieur des bureaux afin d'être à la disposition du SDIS en cas d'intervention. Un exemplaire est joint au courrier de l'exploitant.

Lors de l'arrivée sur site, la boîte aux lettres à disposition du SDIS est constatée.

Les documents sont immédiatement consultés. Le plan des stockages et les états des stocks sont à disposition.

L'exploitant archive les plans de stockage et les états des stocks. La consultation de ceux-ci permet de constater que la fréquence de mise à jour quotidienne est appliquée (hors jours non travaillé).

Le numéro des cases, le repérage par lettre et le code couleur en fonction des clients, permettent de faire une correspondance entre le plan et l'état de stocks.

Les constats permettent de conclure que les dispositions de l'article 6 de l'arrêt préfectoral de mise en demeure du 04/12/2023 sont respectées.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/12/2023, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, détection
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société DENAIN LOGISTIQUE, autorisée à exploiter des installations de stockage de céréales en silos et des stockages d'engrais, rue Louis Petit - Z.I les Pierres Blanches sur la commune de Denain (59220), est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8.2.6.5 de l'arrêté préfectoral du 20 février 2013 en :</p> <ul style="list-style-type: none"> • installant, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, des dispositifs de détection efficace des phénomènes, la plus précoce possible et adaptée au type de risque encouru (décomposition, incendie par exemple), au droit des cases susceptible d'entreposer des engrais classés sous la rubrique 4702.IV ; • remplaçant, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, le transmetteur GSM défaillant du dispositif de détection des cases 9 à 12 du hall 5 de manière à ce que l'alarme puisse être transmise à l'exploitant en permanence, y compris en dehors des heures d'exploitation ; • mettant en place, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, une consigne de maintenance des dispositifs de détection et en réalisant des contrôles internes de vérification de maintenance et de tests de ces mêmes dispositifs ; • justifiant, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, de la pertinence des systèmes retenus pour les dispositifs de détection installés ainsi que de leur dimensionnement. <p><u>Article 8.2.6.5 de l'arrêté préfectoral du 20/02/2013 :</u></p> <p><i>Les magasins de stockage et les stockages couverts sont équipés de systèmes spécifiques permettant une détection efficace des phénomènes, la plus précoce possible et adaptée au type de risque encouru (décomposition, incendie par exemple). Le type, le nombre et l'implantation des détecteurs sont déterminés en fonction de la nature des engrais entreposés. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du système retenu pour ces dispositifs de détection ainsi que de son dimensionnement. Le système de détection avec transmission de l'alarme à l'exploitant est obligatoire et fonctionne en permanence. La transmission de l'alarme se fait y compris hors des heures d'exploitation afin notamment d'alerter les services d'incendie et de secours et de leur permettre l'accès.</i></p> <p><i>Ces systèmes sont maintenus en bon état de fonctionnement. Ils sont conformes aux référentiels en vigueur et vérifiés aussi régulièrement que nécessaire, tel que préconisé par le constructeur et a minima tous les ans.</i></p> <p><i>L'exploitant établit des consignes de maintenance et organise à une fréquence adaptée des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</i></p> <p>Constats :</p> <p>Par courrier du 21/12/2023, l'exploitant a précisé que le système de détection incendie au niveau des cases de stockage des engrais classés a été remplacé en mars 2023 et permet un déclenchement et une alerte 24h/24 et 7j/7. Le système de détection se base sur une technologie de caméras thermiques de façon à détecter précocement les échauffements et élévation de température. Le champ de vision des caméras couvre l'intégralité des cases de stockages</p>

concernés.

L'alarme est directement reportée sur 3 téléphones portables dont celui du directeur du site. L'exploitant a transmis les justificatifs correspondants (facture, caractéristiques du système de détection, plan d'implantation et PV de réception).

Le système de détection incendie intègre un signalement des anomalies par téléphone.

Les écrans des caméras sont visionnables à proximité des cases de stockages des engrais classés, ce qui permet au personnel de déceler toute éventuelle anomalie.

Un contrat de maintenance avec un contrôle annuel est passé avec la société Chubb qui est l'installateur du dispositif.

Lors de l'inspection, le dernier rapport de contrôle du système de détection incendie du 10/12/2024 a été consulté, il fait état d'un dysfonctionnement du report d'alarme (déclenchement intempestif). Des interventions pour dépannage du dispositif ont été réalisées les 07/03 et 15/04/2025. Les rapports correspondants ont été présentés. Les interventions n'ont toutefois pas permis une remise en état du dispositif. L'exploitant précise qu'il a commandé les pièces de rechanges. Le bon de commande du 15/04/2025 a été présenté.

L'exploitant précise que les caméras sont actives et visionnables à distance. La visite des installations a permis de constater le bon fonctionnement des caméras.

Il précise également qu'il a mis en place, en dehors des heures d'exploitation et le week-end, des rondes de surveillance par une société spécialisée. Des rapports des rondes de surveillance sont vérifiés par sondage.

Par courriel du 06/05/2025, l'exploitant a transmis le rapport de dépannage de la détection incendie des cases de stockage des engrais classés du 05/05/2025 qui indique que le système est en bon état de fonctionnement.

Les constats permettent de conclure que les dispositions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 04/12/2023 sont respectées.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 8 : Ensachage et palettisation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/12/2023, article 8

Thème(s) : Risques accidentels, Ensachage et palettisation

Prescription contrôlée :

Article 8 : La société DENAIN LOGISTIQUE, autorisée à exploiter des installations de stockage de céréales en silos et des stockages d'engrais, rue Louis Petit - Z.I les Pierres Blanches sur la commune de Denain (59220), est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8.2.6.13 de l'arrêté préfectoral du 20 février 2013 en :

- précisant au préfet, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, la solution retenue, le cahier des charges et le planning des travaux visant à placer les 2 installations nouvelles, au sens administratif du terme, d'ensachage-palettisation du hall 5 dans un local séparé du stockage d'engrais par des murs REI 120 et des portes EI 120 ;
- justifiant trimestriellement, à compter du 3^{ème} mois suivant la notification du présent arrêté, de l'avancée des travaux correspondants ;
- plaçant, dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté, les 2 installations nouvelles, au sens administratif du terme, d'ensachage-palettisation du hall 5 dans un local séparé du stockage d'engrais par des murs REI 120 et des portes EI 120.

Article 8.2.6.13 de l'arrêté préfectoral du 20/02/2013 :

Si un poste d'ensachage et de palettisation est installé dans le bâtiment comprenant le stockage ou dans le stockage couvert, la zone correspondante est clairement matérialisée et spécialement aménagée.

Cette zone est séparée efficacement des stockages afin de prévenir tout risque de propagation d'incendie aux stockages d'engrais. Dans ce cas, sont uniquement tolérées les matières combustibles nécessaires au fonctionnement journalier de ce poste. Elles sont limitées au strict nécessaire.

Cette zone est équipée de moyens de prévention et de protection efficaces et adaptés aux risques encourus.

Pour les nouvelles installations, le local d'ensachage-palettisation est séparé du stockage d'engrais par des murs REI 120 et des portes EI 120.

Les sacs en matière combustible (usagés ou non) utilisés pour l'emballage sont stockés à l'extérieur du magasin de stockage et du stockage couvert ou dans le local d'ensachage.

Constats :

Par courrier du 25/11/2022, l'exploitant a transmis le descriptif du projet d'implantation d'une installation d'ensachage dans le hall 6.

L'exploitant a régulièrement informé le préfet de l'avancée des travaux par courriers des 27/02, 03/06 et 10/09/2024.

Par courrier du 18/12/2024, il a précisé que les installations d'ensachage du hall 5 (bâtiment de stockage des engrais classés) sont désormais hors service et que les systèmes de mise en sac sont démontés.

La nouvelle installation d'ensachage est installée dans le hall 6 et est fonctionnelle depuis janvier 2025.

La visite du site a permis de constater que :

- les installations d'ensilage du hall 5 sont hors service. Elles sont en partie démontées et ne sont plus alimentées électriquement ;
- la nouvelle installation d'ensilage est installée dans le hall 6 qui est un bâtiment éloigné du bâtiment de stockage des engrais classés d'environ 15 mètres. Le bâtiment de stockage des engrais classés a des murs en béton et des portes métalliques ;
- aucun stockage de matière combustible est constaté dans le bâtiment de stockage des engrais classés.

Les constats permettent de conclure que les dispositions de l'article 8 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 04/12/2023 sont respectées.

Type de suites proposées : Sans suite